

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27146]

11 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, modifié par le décret du 27 octobre 2011;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 8 février 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 novembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 septembre 2012;

Vu l'avis n° 52.157/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 octobre 2012;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur est complété par un 11° rédigé comme suit :

« 11° « Commission » : section de la « Commission consultative du Transport et de la Mobilité » visée à l'article 33bis du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne chargée d'étudier et remettre des avis sur tout problème spécifique en matière de taxis ».

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. § 1^{er}. Pour satisfaire à la condition de moralité l'exploitant ne doit pas avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans, en Belgique ou à l'étranger, d'une condamnation coulée en force de chose jugée pour une des infractions qualifiées au Livre II, Titre III, chapitres I^{er} à V et titre IX, chapitres I^{er} et II du Code pénal.

S'agissant des condamnations prononcées par une juridiction étrangère, il sera tenu compte de toute condamnation s'appliquant à un fait qui, d'après la loi belge, constitue une des infractions visées à la présente disposition.

Il n'est pas tenu compte des condamnations effacées ou pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation.

§ 2. L'exploitant justifie son honorabilité par un extrait de casier judiciaire conformément à l'article 596, alinéa 1^{er} du Code d'instruction criminelle et datant de moins de trois mois. »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 4. § 1^{er}. Pour satisfaire à la condition de solvabilité, l'exploitant doit :

1° être propriétaire des véhicules qu'il exploite ou en disposer en vertu d'un contrat de vente à tempérament, de location financement ou de location-vente dont il respecte les mensualités;

2° ne pas accuser de retard :

- de plus de six mois en matière de paiements de taxes ou impôts liés à l'exploitation de son service;

- en matière de cotisations sociales;

3° bénéficiaire d'une assurance en responsabilité civile pour le transport rémunéré de personnes afin de couvrir les dommages causés aux personnes transportées et aux tiers à l'occasion de l'usage du ou des véhicules et respecter les échéances de paiement des primes y relatives.

§ 2. Le demandeur justifie sa solvabilité,

- pour l'exigence reprise au § 1^{er}, 1°, par une facture d'achat ou une attestation de l'établissement de crédit relatives aux véhicules utilisés;

- pour l'exigence reprise au § 1^{er}, 2°, par une attestation de l'organisme officiel compétent;

- pour l'exigence reprise au § 1^{er}, 3°, par une attestation de la compagnie d'assurance concernée.

Lorsque le demandeur ne possède pas encore de véhicule, il peut prouver qu'il respecte l'exigence reprise au § 1^{er}, 1°, par une déclaration sur l'honneur certifiant la propriété future des véhicules ou/et le respect des échéances de paiement.

Lorsque le demandeur exerce pour la première fois une activité professionnelle, il peut prouver qu'il respecte l'exigence reprise au § 1^{er}, 3°, par une déclaration sur l'honneur certifiant que les versements à la caisse d'assurances sociales pour indépendants ou à l'Office national de Sécurité sociale seront régulièrement effectués. »

Art. 4. Dans l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de personne chargée de la gestion journalière, » sont insérés entre les mots « tout changement de domicile, » et les mots « de siège d'exploitation et de siège social, »;

2° l'article 7 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « la commune en informe les services du Gouvernement dans les trente jours de la notification. ».

Art. 5. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Satisfait aux conditions de moralité, le chauffeur qui n'a pas fait l'objet d'une condamnation pénale grave coulée en force jugée pour :

1° infraction au Livre II, Titre III, chapitres I^{er} à V, titre V, chapitres 1^{er} et 2, Titre VII, chapitre 5, Titre VIII, chapitres 1^{er} et 2 et Titre VIII du Code pénal;

2° infraction du troisième et du quatrième degré à la réglementation de la circulation routière;

3° infraction pour excès de vitesse;

4° conduite en état d'intoxication alcoolique, d'imprégnation alcoolique, d'ivresse ou sous l'effet d'autres substances qui influencent la capacité de conduite dans le cadre de son activité professionnelle.

§ 2. Constitue une condamnation pénale grave coulée en force de chose jugée au sens du § 1^{er}, 1°:

- une peine d'emprisonnement principal supérieure à 6 mois ou une peine d'amende supérieure à 200 euros majorée des décimes additionnels;

ou

- trois peines d'emprisonnement principal supérieures à 3 mois ou trois peines d'amende supérieures à 100 euros majorées des décimes additionnels.

Constitue une condamnation pénale grave coulée en force de chose jugée au sens du § 1^{er}, 2°, deux peines d'emprisonnement principal supérieures à 4 mois ou deux peines d'amendes supérieures à 100 euros, majorées des décimes additionnels.

Constitue une condamnation pénale grave coulée en force de chose jugée au sens du § 1^{er}, 3°, une peine ayant conduit à une déchéance du droit de conduire.

Constitue une condamnation pénale grave coulée en force de chose jugée au sens du § 1^{er}, 4°, toute peine ayant été prononcée pour l'un de ces motifs.

§ 3. Il n'est pas tenu compte des condamnations effacées ou pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation ou encore dont la peine est exécutée depuis plus de cinq ans pour une infraction visée au § 1^{er}, 1°, et depuis plus d'un an pour une infraction visée au § 1^{er}, 2°, 3° et 4° ».

Art. 6. Dans l'article 11 du même arrêté, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° un extrait de casier du judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et datant de moins de trois mois.

Sauf s'ils séjournent de manière légale et ininterrompue en Belgique depuis plus de cinq ans, les ressortissants étrangers doivent, en outre, présenter un document correspondant émanant de leur pays d'origine ou une attestation de leur ambassade équivalent à ce document ou encore la preuve qu'ils bénéficient du statut de réfugié. »

Art. 7. Dans l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux alinéas 1^{er} et 3, les mots « de modèle 1 » sont remplacés par les mots « délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle »;

2° à l'alinéa 3, les mots « l'article 9, 2° » sont remplacés par les mots « l'article 9, § 1^{er} ».

Art. 8. Dans l'article 14 du même arrêté, les mots « l'article 9, 2° » sont remplacés par les mots « l'article 9, § 1^{er} ».

Art. 9. Dans l'article 16, alinéa 2, du même arrêté, les mots « depuis minimum trois ans » sont abrogés.

Art. 10. L'article 18 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Lorsqu'ils sont en service, les chauffeurs doivent être en possession d'une feuille de route journalière prévue à l'annexe 1/1 du présent arrêté ou conforme à celle-ci et établie sur papier de format A4 ou A5.

Sont inscrites avant que le chauffeur ne commence son service, les indications relatives à :

1° l'identité de l'exploitant, le nom du chauffeur, le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule, le numéro d'identification du taxi et la date d'utilisation;

2° les index kilométriques du tableau de bord et du taximètre au début du service;

3° l'heure du commencement du service du chauffeur et, pour les salariés, l'heure prévue de la fin de son service.

Les autres indications doivent être inscrites au plus tard à la fin de chaque course.

La feuille de route journalière doit être signée de la main du chauffeur.

§ 2. Le véhicule peut être équipé d'un appareil périphérique permettant d'établir électroniquement une feuille de route. La feuille de route établie électroniquement mentionne les indications exigées dans le modèle figurant à l'annexe 1^{re}/1.

§ 3. Les feuilles de route doivent être conservées au siège social de l'exploitant pendant trois ans à partir de leur date d'utilisation et doivent être classées soit par véhicule et par date soit par chauffeur et par date. »

Art. 11. Dans l'article 19, 1^o, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « un uniforme » sont complétés par les mots « constitué d'une tenue sobre »;

2^o la phrase « Par temps froid, le port d'un pull uni est autorisé » est remplacée par la phrase « Par temps froid, le port d'un pull uni et/ou d'un blouson uni est autorisé. »

Art. 12. Dans l'article 23 du même arrêté, le 7^o est remplacé par ce qui suit :

« 7^o de racoler ou de faire racoler des clients par autrui; ».

Art. 13. Dans l'article 24 du même arrêté, le § 2, annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat n^o 211.590 du 28 février 2011, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La limite d'âge d'un véhicule affecté à un service de taxis est fixée à sept ans.

Moyennant l'avis favorable de la Commission, le Gouvernement peut déroger à l'aliéna 1^{er} lorsque le véhicule est adapté au transport de personnes voiturées.

La demande de dérogation datée et signée par l'exploitant ou par une personne chargée de la gestion journalière, s'il s'agit d'une personne morale, est adressée aux services du Gouvernement par toute voie utile. »

Art. 14. Dans l'article 38 du même arrêté, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o un extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et datant de moins de trois mois justifiant la moralité de l'exploitant, conformément à l'article 3; ».

Art. 15. Dans l'article 42 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1^{er}, deuxième tiret, les mots « et leurs caractéristiques générales » sont abrogés;

2^o au § 1^{er}, les quatre tirets sont remplacés respectivement par les mots « 1^o », « 2^o », « 3^o », « 4^o »;

3^o le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Une attestation est établie par véhicule autorisé et annexée au document d'autorisation. Elle mentionne notamment :

1^o la décision d'autorisation du collège à laquelle elle se rapporte;

2^o les caractéristiques générales du véhicule autorisé, dont le numéro d'immatriculation et le numéro d'identification correspondant. ».

Art. 16. Dans l'article 44, § 1^{er}, du même arrêté, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o un nouvel extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et datant de moins de trois mois justifiant la moralité de l'exploitant; ».

Art. 17. Dans l'article 60 du même arrêté, les mots « le mois » sont remplacés par les mots « les trente jours ».

Art. 18. Dans l'article 65 du même arrêté, les mots « de personne chargée de la gestion journalière, » sont insérés entre les mots « tout changement de domicile, » et les mots « de siège d'exploitation et de siège social, ».

Art. 19. Dans l'article 68 du même arrêté, les mots « de modèle 1 » sont remplacés par les mots « délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et ».

Art. 20. L'article 71 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« 71. § 1^{er}. Conformément à l'article 19, § 1^{er}, 5^o, du décret, les chauffeurs doivent être en possession d'une feuille de route journalière prévue à l'annexe 6/1 du présent arrêté ou conforme à celle-ci et établie sur papier de format A4 ou A5.

Sont inscrites avant que le chauffeur ne commence son service, les indications relatives à :

1^o l'identité de l'exploitant, le nom du chauffeur, le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule, le numéro d'identification du véhicule et la date d'utilisation;

2^o l'index kilométrique du tableau de bord au début du service;

3^o l'heure du commencement du service du chauffeur et, pour les salariés, l'heure prévue de la fin de son service.

Les autres indications doivent être inscrites au plus tard à la fin de chaque course.

La feuille de route journalière doit être signée de la main du chauffeur.

§ 2. Le véhicule peut être équipé d'un appareil périphérique permettant d'établir électroniquement une feuille de route. La feuille de route établie électroniquement mentionne les indications exigées dans le modèle figurant à l'annexe 6/1.

§ 3. Les feuilles de route doivent être conservées au siège social de l'exploitant pendant trois ans à partir de leur date d'utilisation et doivent être classées soit par véhicule et par date soit par chauffeur et par date. »

Art. 21. Dans l'article 72 du même arrêté, les mots « ou à la fin d'une suite ininterrompue de contrats » sont insérés entre les mots « à la fin de l'exécution de chaque contrat de location » et les mots « les chauffeurs sont tenus de reconduire le véhicule ».

Art. 22. Dans l'article 73 du même arrêté, le § 2, annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 211.590 du 28 février 2011, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La limite d'âge d'un véhicule affecté à un service de location de voiture avec chauffeur est fixée à sept ans.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sur demande motivée de l'exploitant et moyennant l'avis favorable de la Commission, le Gouvernement peut déroger à l'alinéa 1^{er} lorsque le véhicule :

1° présentant un caractère technique particulier tels que ceux à empattement hors normes ou présentant l'aspect de véhicules ancêtres;

2° est adapté au transport de personnes voiturées.

La demande de dérogation datée et signée par l'exploitant ou par une personne chargée de la gestion journalière, s'il s'agit d'une personne morale, est adressée aux services du Gouvernement par toute voie utile. »

Art. 23. L'article 87 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque les véhicules affectés à un service de location de voitures avec chauffeur sont utilisés dans le cadre d'un usage privé, ils peuvent stationner sur la voie publique ou sur une voie privée accessible au public pour autant qu'ils présentent à l'avant droit un panneau portant l'inscription « usage privé » conforme au modèle figurant à l'annexe 8/1 du présent arrêté. »

Art. 24. Dans l'article 93 du même arrêté, les mots « de personne chargée de la gestion journalière, » sont insérés entre les mots « tout changement de domicile, » et les mots « de siège d'exploitation et de siège social, ».

Art. 25. L'article 96 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« 96. § 1^{er}. Conformément à l'article 31, § 1^{er}, 3°, du décret, les chauffeurs doivent être en possession d'une feuille de route journalière prévue à l'annexe 9/1 du présent arrêté ou conforme à celle-ci et établie sur papier de format A4 ou A5.

Sont inscrites avant que le chauffeur ne commence son service, les indications relatives à :

1° l'identité de l'exploitant, le nom du chauffeur, le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule, le numéro d'identification du véhicule et la date d'utilisation;

2° l'index kilométrique du tableau de bord au début du service;

3° l'heure du commencement du service du chauffeur et, pour les salariés, l'heure prévue de la fin de son service.

Les autres indications doivent être inscrites au plus tard à la fin de chaque course.

La feuille de route journalière doit être signée de la main du chauffeur.

§ 2. Le véhicule peut être équipé d'un appareil périphérique permettant d'établir électroniquement une feuille de route. La feuille de route établie électroniquement mentionne les indications exigées dans le modèle figurant à l'annexe 9/1.

§ 3. Les feuilles de route doivent être conservées au siège social de l'exploitant pendant trois ans à partir de leur date d'utilisation et doivent être classées soit par véhicule et par date soit par chauffeur et par date. »

Art. 26. Dans l'article 99 du même arrêté, les mots « ou à la fin d'une suite ininterrompue de courses collectives » sont insérés entre les mots « à la fin de l'exécution de chaque course collective » et les mots « les chauffeurs sont tenus de reconduire le véhicule ».

Art. 27. Dans l'article 102 du même arrêté, le § 2, annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 211.590 du 28 février 2011, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La limite d'âge d'un véhicule affecté à un service de taxis collectifs est fixée à sept ans.

Moyennant l'avis favorable de la Commission, le Gouvernement peut déroger à l'alinéa 1^{er} lorsque le véhicule est adapté au transport de personnes voiturées.

La demande de dérogation datée et signée par l'exploitant ou par une personne chargée de la gestion journalière, s'il s'agit d'une personne morale, est adressée aux services du Gouvernement par toute voie utile. »

Art. 28. L'article 116 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque les véhicules affectés à un service de taxis collectifs sont utilisés dans le cadre d'un usage privé, ils peuvent stationner sur la voie publique ou sur une voie privée accessible au public pour autant qu'ils présentent à l'avant droit un panneau portant l'inscription « usage privé » conforme au modèle figurant à l'annexe 8/1 du présent arrêté. »

Art. 29. Dans l'article 125 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux alinéas 1^{er} et 3 les mots « de modèle 1 » sont remplacés par les mots « délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et »;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « l'article 9,3° » sont remplacés par les mots « l'article 11, 5°, »;

3° à l'alinéa 3, le mot « leur » est abrogé.

Art. 30. Dans l'article 126, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « d'âge et d'expérience minimum de conduite » sont abrogés.

Art. 31. L'article 129 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« 129. § 1^{er}. Les chauffeurs doivent être en possession d'une feuille de route journalière indiquant notamment, en caractères indélébiles, les mentions reprises dans le modèle figurant à l'annexe 12 du présent arrêté.

La feuille de route journalière doit être signée de la main du chauffeur.

§ 2. Le véhicule peut être équipé d'un appareil périphérique permettant d'établir électroniquement une feuille de route. La feuille de route établie électroniquement mentionne les indications exigées dans le modèle figurant à l'annexe 12.

§ 3. Les feuilles de route doivent être conservées au siège de l'organisme pendant trois ans à partir de leur date d'utilisation et doivent être classées soit par véhicule et par date, soit par chauffeur et par date. »

Art. 32. Dans l'article 131, 2^e tiret, du même arrêté, les mots « de modèle 1 » sont remplacés par les mots « délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle ».

Art. 33. Dans l'article 132 du même arrêté, les numérotations 4° et 5° sont respectivement remplacées par les numérotations 3° et 4°.

Art. 34. Dans l'article 138, § 2, du même arrêté, le 2° est complété par les mots « sur base de la présente réglementation ».

Art. 35. Dans l'article 139 § 1^{er}, du même arrêté, les mots « 132, § 1^{er}, 2° à 5° » sont remplacés par les mots « 138, § 1^{er}, 2° à 5° ».

Art. 36. L'article 141 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 141. Les faits sanctionnés à l'article 139 sont constatés dans un procès-verbal dressé par un agent ou fonctionnaire de police ou par un inspecteur des services du Gouvernement dont une copie est transmise dans les quinze jours au contrevenant. »

Art. 37. Dans l'article 142, § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot « calendrier » est abrogé.

Art. 38. Dans l'article 143, § 4, du même arrêté, les mots « le mois » sont remplacés par les mots « les trente jours ».

Art. 39. L'article 147 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les exploitants ayant acquis une plaque personnalisée avant le 8 septembre 2009 dans le cadre de l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur sont autorisés à la conserver pendant la durée de validité de cette plaque. »

Art. 40. L'annexe 1^{re} du même arrêté est remplacée par l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 41. Est insérée entre l'annexe 1^{re} et l'annexe 2 du même arrêté, une annexe 1^{re}/1 qui figure à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 42. Est insérée entre l'annexe 6 et l'annexe 7 du même arrêté, une annexe 6/1 qui figure à l'annexe 3 du présent arrêté.

Art. 43. Est insérée entre l'annexe 8 et l'annexe 9 du même arrêté, une annexe 8/1 qui figure à l'annexe 4 du présent arrêté.

Art. 44. L'annexe 9 du même arrêté est remplacée par l'annexe 5 du présent arrêté.

Art. 45. Est insérée entre l'annexe 9 et l'annexe 10 du même arrêté, une annexe 9/1 qui figure à l'annexe 6 du présent arrêté.

Art. 46. Est insérée après l'annexe 11 du même arrêté, une annexe 12 qui figure à l'annexe 7 du présent arrêté.

Art. 47. Les articles 13, 22 et 27 entrent en vigueur dans un délai de dix-huit mois à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 48. Le Ministre de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 1
Annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

MODELE DE CERTIFICAT DE CAPACITE

COMMUNE DE

CERTIFICAT DE CAPACITE

N°

Nous, soussigné,certifions :

- a) que Madame/Monsieur
né(e) à, le, domicilié(e) à
a produit les documents suivants :
1° carte d'identité
2° certificat de sélection médicale dûment validé / attestation d'aptitude
3° permis de conduire
4° document attestant le droit de fournir des prestations de travail en Belgique (pour les ressortissants étrangers uniquement)
5° un extrait de casier judiciaire de modèle 1 datant de moins de trois mois (ou, pour les ressortissants étrangers, tout autre document équivalent)
6° l'attestation de réussite à l'examen (pour les communes qui en organisent uniquement)
conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur.

- b) que la personne visée au point a) est habilitée à faire valoir sa capacité professionnelle dans une entreprise exploitant un service de taxis sur le territoire de notre commune.

Délivré à, le

Cachet de l'administration communale

Le Bourgmestre

Le Secrétaire communal

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
P. HENRY

Annexe 2

Annexe 1/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

FEUILLE DE ROUTE

(Identité de l'exploitant)

Date :

Nom du chauffeur :

Véhicule

n° plaque d'immatriculation :

n° identification :

Service

	Heures des prestations		Index km	Tableau de bord	Taximètre
Début			Fin		
Fin			Début		
Interruptions			Total		
Total					

	Prise en charge	Index Km (Km totaux)	Km en charge	Chutes (€)	Recettes
Fin					
Début					
Total					

Courses

N° ordre	Index départ	Embarquement			Débarquement			Prix taximètre	Sommes perçues*
		Index	Lieu	Heure	Index	Lieu	Heure		
1									
2									
3									
4									
5									

Signature du chauffeur :

* Après déduction d'une remise commerciale éventuelle.

FEUILLE DE ROUTE (suite)

(Identité de l'exploitant)

Date :**Nom du chauffeur :****Véhicule**

n° plaque d'immatriculation :

n° identification :

N° ordre	Index départ	Embarquement			Débarquement			Prix taximètre	Sommes perçues [†]
		Index	Lieu	Heure	Index	Lieu	Heure		
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
...									

Signature du chauffeur :

† Après déduction d'une remise commerciale éventuelle.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE,

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement
du Territoire et de la Mobilité
P. HENRY

Annexe 3

Annexe 6/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

FEUILLE DE ROUTE

(Identité de l'exploitant)

Date :

Nom du chauffeur :

Véhicule

n° plaque d'immatriculation :

n° identification :

Service

Heures des prestations		Index km tableau de bord	
Début		Début	
Fin		Fin	
Interruptions		Total	
Total			

Courses

N° ordre	N° contrat	Index départ	Embarquement			Débarquement			Sommes perçues
			Index	Lieu	Heure	Index	Lieu	Heure	
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									

Signature du chauffeur :

FEUILLE DE ROUTE (Suite)

(Identité de l'exploitant)

Date :**Nom du chauffeur :****Véhicule**

n° plaque d'immatriculation :

n° identification :

Courses

N° ordre	N° contrat	Index départ	Embarquement			Débarquement			Sommes perçues
			Index	Lieu	Heure	Index	Lieu	Heure	
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
...									

Signature du chauffeur :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE,

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement
du Territoire et de la Mobilité
P. HENRY

Annexe 4

Annexe 8/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

USAGE PRIVÉ

N° d'immatriculation :

N° d'identification :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE,

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement
du Territoire et de la Mobilité
P. HENRY

Annexe 5

Annexe 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Bon de commande d'un service de taxis collectifs

(CACHET DE L'EXPLOITANT)

Date de réservation :	N° de réservation :
-----------------------	---------------------

<p><u>Exploitant:</u></p> <p>Nom : Madame / Monsieur / Société</p> <p>Adresse : domicile/siège social situé n°</p> <p style="padding-left: 40px;">code postal : localité :</p> <p>inscrit(e) à la banque carrefour des entreprises sous le numéro</p> <p>exploitant un service de taxis collectifs en vertu d'une autorisation portant le n°</p> <p>délivrée par les services du Gouvernement wallon en date du</p>
--

<p><u>Client :</u></p> <p>Nom : Madame / Monsieur / Société</p> <p>Adresse : domicile / siège social situé n°</p> <p style="padding-left: 40px;">code postal : localité :</p> <p>Tél : GSM :</p> <p>Nombre de passagers : adulte : enfant(s) – 12 ans :</p>
--

<p><u>Service :</u> <input type="radio"/> Aller <input type="radio"/> Retour <input type="radio"/> Aller/Retour</p>

	Aller	Retour
Date :		
Heure		
Lieu de départ :		
Destination :		
Prix convenu par personne :		

Signature de l'exploitant :

Signature du client
(au plus tard au moment de la prise en charge) :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE,

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement

P. HENRY

Annexe 6

Annexe 9/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

FEUILLE DE ROUTE

(Identité de l'exploitant)

Date :

Nom du chauffeur :

Véhicule

n° plaque d'immatriculation :

n° identification :

Service

Heures des prestations		Index km tableau de bord		
Début		Début		
Fin		Fin		
Interruptions		Total		
Total				

Courses

N° ordre	N° Bon de commande	Index départ	Embarquement			Débarquement			Sommes perçues
			Index	Lieu	Heure	Index	Lieu	Heure	
1									
2									
3									
4									
5									
6									

Signature du chauffeur :

FEUILLE DE ROUTE (Suite)

(Identité de l'exploitant)

Date :**Nom du chauffeur :****Véhicule**

n° plaque d'immatriculation :

n° identification :

Courses

N° ordre	N° contrat	Index départ	Embarquement			Débarquement			Sommes perçues
			Index	Lieu	Heure	Index	Lieu	Heure	
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									

Signature du chauffeur :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE,

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement
du Territoire et de la Mobilité
P. HENRY

Annexe 7

Annexe 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

FEUILLE DE ROUTE

(Identité de l'organisme)

Date :

Nom du chauffeur :

N° de plaque d'immatriculation du véhicule :

Missions								
N° ordre	Index départ	Embarquement			Débarquement			Prix du service
		Index	Lieu	Heure	Index	Lieu	Heure	
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
...								

Signature du chauffeur :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE,

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement
du Territoire et de la Mobilité
P. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2013/27146]

11. JULI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste, abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste;

Aufgrund des am 8. Februar 2011 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 29. November 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 13. September 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 29. Oktober 2012 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 52.157/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste wird durch eine Ziffer 11° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"11° "Kommission": Abteilung der in Artikel 33bis des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region genannten "Commission consultative du Transport et de la Mobilité" (beratende Kommission für Transport und Mobilität), die damit beauftragt ist, jedes spezifische Problem im Zusammenhang mit Taxis zu untersuchen und darüber Gutachten abzugeben".

Art. 2 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 3 - §1. Um der Leumundsbedingung zu genügen, darf der Betreiber seit weniger als fünf Jahren keine rechtskräftig gewordene Verurteilung für eine der in Buch II, Titel III, Kapitel I bis V und Titel IX, Kapitel I und II des Strafgesetzbuches qualifizierten Straftaten in Belgien oder im Ausland erlitten haben.

Was die von einem ausländischen Gericht verkündeten Verurteilungen angeht, werden alle Verurteilungen wegen einer Tat berücksichtigt, die laut belgischem Gesetz eine der in der vorliegenden Bestimmung erwähnten Straftaten darstellt.

Die aufgehobenen Verurteilungen oder diejenigen, für die der Betroffene seine Rehabilitation erhalten hat, werden nicht berücksichtigt.

§2. Der Betreiber weist seine Zuverlässigkeit mit einem weniger als drei Monate alten Auszug aus dem Strafregister gemäß Artikel 596, Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches nach."

Art. 3 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 4 - §1. Um der Solvabilitätsanforderung zu genügen, muss der Betreiber:

1° Eigentümer der von ihm bewirtschafteten Fahrzeuge sein oder auf der Grundlage eines Kreditverkauf-, Mietfinanzierungs- oder Mietkaufvertrags darüber verfügen, im Rahmen dessen er regelmäßig seine Raten zahlt;

2° in keinen Verzug:

- von mehr als sechs Monaten für die Zahlung von Gebühren oder Steuern im Zusammenhang mit der Betreibung seines Dienstes geraten;

- in Sachen Sozialabgaben geraten;

3° über eine Haftpflichtversicherung für den gewerblichen Personenverkehr verfügen, um die bei Verwendung des bzw. der Fahrzeuge den beförderten Personen und Dritten zugefügten Schäden zu decken, und die Fristen für die Zahlung der diesbezüglichen Versicherungsprämien einhalten.

§2. Der Antragsteller weist seine Zahlungsfähigkeit anhand folgender Dokumente nach:

- was die unter §1, 1° erwähnte Anforderung betrifft, einer Kaufrechnung oder einer Bescheinigung der Kreditanstalt bezüglich der verwendeten Fahrzeuge;

- was die unter §1, 2° erwähnte Anforderung betrifft, einer Bescheinigung der zuständigen amtlichen Stelle;

- was die unter §1, 3° erwähnte Anforderung betrifft, einer Bescheinigung der betreffenden Versicherungsgesellschaft.

Wenn der Antragsteller noch kein Fahrzeug besitzt, kann er die Erfüllung der unter §1, 1° erwähnten Anforderung mittels einer ehrenwörtlichen Erklärung belegen, in der er sich zum künftigen Besitz der Fahrzeuge und/oder zur Einhaltung der Zahlungsfristen verpflichtet.

Wenn der Antragsteller zum ersten Mal eine berufliche Tätigkeit ausübt, kann er die Erfüllung der unter §1, 3° erwähnten Anforderung mittels einer ehrenwörtlichen Erklärung belegen, in der er sich verpflichtet, die Zahlungen an die Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder an das Landesamt für soziale Sicherheit regelmäßig zu tätigen.“

Art. 4 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Der Wortlaut "(im Falle einer Person, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt ist)" wird zwischen den Wortlaut "jeden Wohnort-" und den Wortlaut "Betriebssitz- oder Gesellschaftssitzwechsel" eingefügt;

2° Artikel 7 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Binnen dreißig Tagen nach dieser Mitteilung hat die Gemeinde die Dienststellen der Regierung davon in Kenntnis zu setzen.“

Art. 5 - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"§1. Der Fahrer genügt der Leumundsbedingung, wenn gegen ihn keine rechtskräftig gewordene schwere strafrechtliche Verurteilung ergangen ist wegen:

1° eines Verstoßes gegen Buch II, Titel III, Kapitel I bis V, Kapitel 1 und 2, Titel VII, Kapitel 5, Titel VIII, Kapitel 1 und 2 und Titel VIII des Strafgesetzbuches;

2° eines Verstoßes dritten oder vierten Grades gegen die Straßenverkehrsordnung;

3° einer Geschwindigkeitsüberschreitung;

4° Fahrens unter Einfluss einer Alkoholvergiftung, unter Alkoholeinfluss, im Rauschzustand oder unter Einfluss anderer Substanzen, die sich auf die Fahrfähigkeit auswirken, und dies im Rahmen seiner Berufstätigkeit.

§2. Als rechtskräftig gewordene schwere strafrechtliche Verurteilungen im Sinne von §1, 1° werden folgende Strafen betrachtet:

- eine Hauptgefängnisstrafe von mehr als 6 Monaten oder eine Geldstrafe von mehr als 200 Euro zuzüglich Zuschlagzehnteln;

oder

- drei Hauptgefängnisstrafen von mehr als 3 Monaten oder drei Geldstrafen von mehr als 100 Euro zuzüglich Zuschlagzehnteln;

Als rechtskräftig gewordene schwere strafrechtliche Verurteilung im Sinne von §1, 2° werden zwei Hauptgefängnisstrafen von mehr als 4 Monaten oder zwei Geldstrafen von mehr als 100 Euro zuzüglich Zuschlagzehnteln betrachtet.

Als rechtskräftig gewordene schwere strafrechtliche Verurteilung im Sinne von §1, 3° wird eine Strafe betrachtet, die zu einem Entzug der Fahrerlaubnis geführt hat.

Als rechtskräftig gewordene schwere strafrechtliche Verurteilung im Sinne von §1, 4° wird jede Strafe betrachtet, die aus einem dieser Gründe verhängt wurde.

§3. Gelöschte Verurteilungen oder Verurteilungen, für die der Betroffene seine Rehabilitation erhalten hat, oder für die die Strafe seit über fünf Jahren vollstreckt ist, was die in §1, 1° erwähnten Verstöße betrifft, oder seit über einem Jahr, was die in §1, 2°, 3° und 4° erwähnten Verstöße betrifft, werden nicht berücksichtigt.“

Art. 6 - In Artikel 11 desselben Erlasses wird Ziffer 5° durch Folgendes ersetzt:

"5° ein gemäß Artikel 596, Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches ausgestellter, weniger als drei Monate alter Auszug aus dem Strafregister.“

Zudem müssen ausländische Staatsangehörige ein entsprechendes Dokument aus ihrem Heimatland oder eine diesem Dokument gleichwertige Bescheinigung ihrer Botschaft oder den Beweis, dass sie über den Flüchtlingsstatus verfügen, vorlegen, außer wenn sie legal und ununterbrochen seit über fünf Jahren in Belgien leben.“

Art. 7 - In Artikel 13 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In den Absätzen 1 und 3 wird der Wortlaut "Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1" durch den Wortlaut "gemäß Artikel 596, Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches ausgestellter Auszug aus dem Strafregister" ersetzt;

2° In Absatz 3 wird der Wortlaut "Artikel 9, 2°" durch den Wortlaut "Artikel 9, §1" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 14 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Artikel 9, 2°" durch den Wortlaut "Artikel 9, §1" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 16, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "seit mindestens drei Jahren" gestrichen.

Art. 10 - Artikel 18 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"§1. Wenn sie im Dienst sind, müssen die Taxifahrer im Besitz des in der Anlage 1/1 zum vorliegenden Erlass vorgesehenen täglichen Fahrtenblatts oder eines Letzterem entsprechenden Fahrtenblatts in A4- oder A5-Format sein.

Folgende Angaben werden vor Dienstbeginn des Fahrers eingetragen:

1° die Identität des Betreibers, der Name des Fahrers, die Nummer des Fahrzeugschildes, die Identifizierungsnummer des Taxis und das Verwendungsdatum;

2° der Kilometerstand des Zählers und des Taxameters bei Dienstbeginn;

3° die Uhrzeit des Dienstbeginns des Fahrers und, für Lohnempfänger, die vorausgesehene Uhrzeit des Dienstendes.

Die sonstigen Angaben müssen spätestens am Ende einer jeden Fahrt eingetragen werden.

Das tägliche Fahrtenblatt muss vom Fahrer eigenhändig unterzeichnet werden.

§2. Das Fahrzeug kann mit einem Zusatzgerät ausgerüstet werden, das das elektronische Erstellen eines Fahrtenblatts ermöglicht. In einem elektronisch erstellten Fahrtenblatt stehen alle Informationen, die auf dem Muster in der Anlage 1/1 verlangt werden.

§3. Die Fahrtenblätter müssen während drei Jahren ab deren Verwendungsdatum am Gesellschaftssitz des Betreibers aufbewahrt werden und müssen entweder nach Fahrzeug und nach Datum oder nach Fahrer und nach Datum eingeordnet werden.“

Art. 11 - In Artikel 19, 1° desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Vor das Wort "Uniform" wird der Wortlaut "in schlichter Kleidung bestehende" eingefügt;

2° Der Satz "Bei kaltem Wetter ist das Tragen eines einfarbigen Pullovers erlaubt" durch den Satz "Bei kaltem Wetter ist das Tragen eines zusätzlichen einfarbigen Pullovers und/oder einer zusätzlichen einfarbigen Jacke erlaubt".

Art. 12 - In Artikel 23 desselben Erlasses wird Ziffer 7° durch Folgendes ersetzt:

"7° Kunden zu werben oder von Dritten werben zu lassen;".

Art. 13 - In Artikel 24 desselben Erlasses wird §2, der durch Urteil Nr. 211.590 des Staatsrates vom 28. Februar 2011 für nichtig erklärt worden ist, durch Folgendes ersetzt:

"§2. Ein für einen Taxidienst eingesetztes Fahrzeug darf nicht über sieben Jahre alt sein.

Unter Vorbehalt eines günstigen Gutachtens der Kommission darf die Regierung von Absatz 1 abweichen, wenn das Fahrzeug an die Beförderung von Personen, die in einem Rollstuhl sitzen, angepasst ist.

Der vom Betreiber oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, von einer mit der täglichen Führung beauftragten Person datierte und unterzeichnete Abweichungsantrag wird auf jegliche zweckmäßige Weise den Dienststellen der Regierung zugeschickt.“

Art. 14 - In Artikel 38 desselben Erlasses wird Ziffer 2° durch Folgendes ersetzt:

"2° ein gemäß Artikel 596, Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches ausgestellter, weniger als drei Monate alter Auszug aus dem Strafregister, der gemäß Artikel 3 als Leumundsnachweis des Betreibers fungiert;".

Art. 15 - In Artikel 42 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In §1, zweiter Strich wird der Wortlaut ", und ihre allgemeinen Merkmale" gestrichen;

2° In §1 werden die vier Striche durch "1°" bzw. "2°" bzw. "3°" bzw. "4°" ersetzt;

3° §2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§2. Es wird eine Bescheinigung je zugelassenes Fahrzeug erstellt und der Zulassungsurkunde beigelegt. Darin muss u.a. folgendes ausdrücklich erwähnt werden:

1° der Genehmigungsbeschluss des Kollegiums, auf den sie sich bezieht;

2° die allgemeinen Merkmale des zugelassenen Fahrzeugs, einschließlich Schildnummer und entsprechender Identifizierungsnummer.“

Art. 16 - In Artikel 44, §1 desselben Erlasses wird Ziffer 1° durch Folgendes ersetzt:

"1° ein neuer, gemäß Artikel 596, Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches ausgestellter, weniger als drei Monate alter Auszug aus dem Strafregister, der als Leumundsnachweis des Betreibers dient;".

Art. 17 - In Artikel 60 desselben Erlasses wird der Wortlaut "innerhalb eines Monats" durch den Wortlaut "binnen dreißig Tagen" ersetzt.

Art. 18 - In Artikel 65 desselben Erlasses wird der Wortlaut "(im Falle einer Person, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt ist)" zwischen den Wortlaut "jeden Wohnort-" und den Wortlaut "Betriebs- oder Gesellschaftssitzwechsel" eingefügt;

Art. 19 - In Artikel 68 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1" durch den Wortlaut ", gemäß Artikel 596, Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches ausgestellter Auszug aus dem Strafregister" ersetzt;

Art. 20 - Artikel 71 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"§1. Gemäß Artikel 19, §1, 5° des Dekrets müssen die Taxifahrer im Besitz des in der Anlage 6/1 zum vorliegenden Erlass vorgesehenen täglichen Fahrtenblatts oder eines Letzterem entsprechenden Fahrtenblatts in A4- oder A5-Format sein.

Folgende Angaben werden vor Dienstbeginn des Fahrers eingetragen:

1° die Identität des Betreibers, der Name des Fahrers, die Nummer des Fahrzeugschildes, die Identifizierungsnummer des Taxis und das Verwendungsdatum;

2° der Kilometerstand des Zählers bei Dienstbeginn;

3° die Uhrzeit des Dienstbeginns des Fahrers und, für Lohnempfänger, die vorausgesehene Uhrzeit des Dienstendes.

Die sonstigen Angaben müssen spätestens am Ende einer jeden Fahrt eingetragen werden.

Das tägliche Fahrtenblatt muss vom Fahrer eigenhändig unterzeichnet werden.

§2. Das Fahrzeug kann mit einem Zusatzgerät ausgerüstet werden, das das elektronische Erstellen eines Fahrtenblatts ermöglicht. In einem elektronisch erstellten Fahrtenblatt stehen alle Informationen, die auf dem Muster in der Anlage 6/1 verlangt werden.

§3. Die Fahrtenblätter müssen während drei Jahren ab deren Verwendungsdatum am Gesellschaftssitz des Betreibers aufbewahrt werden und müssen entweder nach Fahrzeug und nach Datum oder nach Fahrer und nach Datum eingeordnet werden.“.

Art. 21 - In Artikel 72 desselben Erlasses wird der Wortlaut "oder am Ende einer ununterbrochenen Reihe von Verträgen" zwischen den Wortlaut "Am Ende der Ausführung eines jeden Mietvertrags" und den Wortlaut "müssen die Fahrer das Fahrzeug" eingefügt.

Art. 22 - In Artikel 73 desselben Erlasses wird §2, der durch Urteil Nr. 211.590 des Staatsrates vom 28. Februar 2011 für nichtig erklärt worden ist, durch Folgendes ersetzt:

"§2. Ein Fahrzeug, das für einen im Bereich der Vermietung mit Fahrer tätigen Dienst eingesetzt wird, darf nicht über sieben Jahre alt sein.

Auf begründeten Antrag des Betreibers und unter Vorbehalt eines günstigen Gutachtens der Kommission darf die Regierung von Absatz 1 abweichen, wenn das Fahrzeug:

1° eine besondere technische Eigenschaft, wie z.B. einen außergewöhnlichen Radstand, oder die Außenansicht eines Oldtimer-Fahrzeugs aufweist;

2° an die Beförderung von Personen, die im Rollstuhl sitzen, angepasst ist.

Der vom Betreiber oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, von einer mit der täglichen Führung beauftragten Person datierte und unterzeichnete Abweichungsantrag wird auf jegliche zweckmäßige Weise den Dienststellen der Regierung zugeschickt.“.

Art. 23 - Artikel 87 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" In Abweichung vom vorhergehenden Absatz dürfen die Fahrzeuge, die für einen im Bereich der Vermietung mit Fahrer tätigen Dienst eingesetzt werden, auf der öffentlichen Straße oder auf einem der Öffentlichkeit zugänglichen Privatweg parken, wenn sie im Rahmen eines privaten Gebrauchs verwendet werden, und sofern ein Schild mit der Aufschrift "Privater Gebrauch" vorn rechts angebracht ist, das dem in der Anlage 8/1 zum vorliegenden Erlass stehenden Muster entspricht.“.

Art. 24 - In Artikel 93 desselben Erlasses wird der Wortlaut "(im Falle einer Person, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt ist)" zwischen den Wortlaut "jeden Wohnort-" und den Wortlaut "Betriebssitz- oder Gesellschaftssitzwechsel" eingefügt;

Art. 25 - Artikel 96 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

" §1. Gemäß Artikel 31, §1, 3° des Dekrets müssen die Taxifahrer im Besitz des in der Anlage 9/1 zum vorliegenden Erlass vorgesehenen täglichen Fahrtenblatts oder eines Letzterem entsprechenden Fahrtenblatts in A4- oder A5-Format sein.

Folgende Angaben werden vor Dienstbeginn des Fahrers eingetragen:

1° die Identität des Betreibers, der Name des Fahrers, die Nummer des Fahrzeugschildes, die Identifizierungsnummer des Taxis und das Verwendungsdatum;

2° der Kilometerstand des Zählers bei Dienstbeginn;

3° die Uhrzeit des Dienstbeginns des Fahrers und, für Lohnempfänger, die vorausgesehene Uhrzeit des Dienstendes.

Die sonstigen Angaben müssen spätestens am Ende einer jeden Fahrt eingetragen werden.

Das tägliche Fahrtenblatt muss vom Fahrer eigenhändig unterzeichnet werden.

§2. Das Fahrzeug kann mit einem Zusatzgerät ausgerüstet werden, das das elektronische Erstellen eines Fahrtenblatts ermöglicht. In einem elektronisch erstellten Fahrtenblatt stehen alle Informationen, die auf dem Muster in der Anlage 9/1 verlangt werden.

§3. Die Fahrtenblätter müssen während drei Jahren ab deren Verwendungsdatum am Gesellschaftssitz des Betreibers aufbewahrt werden und müssen entweder nach Fahrzeug und nach Datum oder nach Fahrer und nach Datum eingeordnet werden.“.

Art. 26 - In Artikel 99 desselben Erlasses wird der Wortlaut "oder am Ende einer ununterbrochenen Reihe von Sammelfahrten" zwischen den Wortlaut "Am Ende der Ausführung einer jeden Sammelfahrt" und den Wortlaut "müssen die Fahrer das Fahrzeug" eingefügt.

Art. 27 - In Artikel 102 desselben Erlasses wird §2, der durch Urteil Nr. 211.590 des Staatsrates vom 28. Februar 2011 für nichtig erklärt worden ist, durch Folgendes ersetzt:

"§2. Ein für einen Sammeltaxidienst eingesetztes Fahrzeug darf nicht über sieben Jahre alt sein.

Unter Vorbehalt eines günstigen Gutachtens der Kommission darf die Regierung von Absatz 1 abweichen, wenn das Fahrzeug an die Beförderung von Personen, die in einem Rollstuhl sitzen, angepasst ist.

Der vom Betreiber oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, von einer mit der täglichen Führung beauftragten Person datierte und unterzeichnete Abweichungsantrag wird auf jegliche zweckmäßige Weise den Dienststellen der Regierung zugeschickt.“.

Art. 28 - Artikel 116 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" In Abweichung von Absatz 1 dürfen die für einen Sammeltaxidienst eingesetzten Fahrzeuge auf der öffentlichen Straße oder auf einem der Öffentlichkeit zugänglichen Privatweg parken, wenn sie im Rahmen eines privaten Gebrauchs verwendet werden, und sofern ein Schild mit der Aufschrift "Privater Gebrauch" vorn rechts angebracht ist, das dem in der Anlage 8/1 zum vorliegenden Erlass stehenden Muster entspricht.“.

Art. 29 - In Artikel 125 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In den Absätzen 1 und 3 wird der Wortlaut "Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1" durch den Wortlaut ", gemäß Artikel 596, Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches ausgestellten Auszug aus dem Strafregister" ersetzt;

2° In Absatz 1 wird der Wortlaut "Artikel 9, 3°" durch den Wortlaut "Artikel 11, 5°" ersetzt;

3° In der französischen Fassung des Absatzes 3 wird das Wort "leur" gestrichen.

Art. 30 - In Artikel 126, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "in Sachen Alter und Mindesterfahrung" gestrichen.

Art. 31 - Artikel 129 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"§1. Die Fahrer müssen im Besitz eines täglichen Fahrtenblattes sein, auf dem u.a. die Auskünfte nach dem in der Anlage 12 zum vorliegenden Erlass stehenden Muster unverwischbar angeführt werden.

Das tägliche Fahrtenblatt muss vom Fahrer eigenhändig unterzeichnet werden.

§2. Das Fahrzeug kann mit einem Zusatzgerät ausgerüstet werden, das das elektronische Erstellen eines Fahrtenblatts ermöglicht. In einem elektronisch erstellten Fahrtenblatt stehen alle Informationen, die auf dem Muster in der Anlage 12 verlangt werden.

§3. Die Fahrtenblätter müssen am Sitz der Einrichtung während drei Jahren ab deren Verwendung aufbewahrt werden und müssen entweder nach Fahrzeug und nach Datum oder nach Fahrer und nach Datum eingeordnet werden."

Art. 32 - In Artikel 131, zweiter Strich desselben Erlasses wird der Wortlaut "Auszugs aus dem Strafregister nach dem Muster 1" durch den Wortlaut ", gemäß Artikel 596, Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches ausgestellten Auszugs aus dem Strafregister" ersetzt;

Art. 33 - In Artikel 132 desselben Erlasses werden die Ziffern 4° und 5° durch die Ziffern 3° bzw. 4° ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 138, §2 desselben Erlasses wird Ziffer 2° durch den Wortlaut "aufgrund der vorliegenden Regelung" ergänzt.

Art. 35 - In Artikel 139, §1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "132, § 1, 2° bis 5°" durch den Wortlaut "138, §1, 2° bis 5°" ersetzt.

Art. 36 - Artikel 141 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 141 - Die in Artikel 139 erwähnten strafbaren Tatbestände werden von einem Polizeibediensteten oder -beamten oder einem Inspektor der Dienststellen der Regierung protokolliert; binnen fünfzehn Tagen wird eine Kopie des Protokolls dem Zuwiderhandelnden übermittelt".

Art. 37 - In Artikel 142, §3, Absatz 1 desselben Erlasses wird das Wort "Kalendertagen" durch das Wort "Tagen" ersetzt.

Art. 38 - In Artikel 143, §4 desselben Erlasses wird der Wortlaut "innerhalb eines Monats" durch den Wortlaut "binnen dreißig Tagen" ersetzt.

Art. 39 - Artikel 147 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Abweichung von Absatz 1 sind die Betreiber, die im Rahmen der Betreibung eines im Bereich der Fahrzeugvermietung mit Fahrer tätigen Dienstes ein persönliches Schild vor dem 8. September 2009 erworben haben, dazu berechtigt, es während seiner gesamten Gültigkeitsdauer zu behalten."

Art. 40 - Die Anlage 1 desselben Erlasses wird durch die Anlage 1 zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 41 - Eine Anlage 1/1, die vorliegendem Erlass als Anlage 2 beigefügt ist, wird zwischen Anlage 1 und Anlage 2 desselben Erlasses eingefügt.

Art. 42 - Eine Anlage 6/1, die vorliegendem Erlass als Anlage 3 beigefügt ist, wird zwischen Anlage 6 und Anlage 7 desselben Erlasses eingefügt.

Art. 43 - Eine Anlage 8/1, die vorliegendem Erlass als Anlage 4 beigefügt ist, wird zwischen Anlage 8 und Anlage 9 desselben Erlasses eingefügt.

Art. 44 - Die Anlage 9 desselben Erlasses wird durch die Anlage 5 zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 45 - Eine Anlage 9/1, die vorliegendem Erlass als Anlage 6 beigefügt ist, wird zwischen Anlage 9 und Anlage 10 desselben Erlasses eingefügt.

Art. 46 - Eine Anlage 12, die vorliegendem Erlass als Anlage 7 beigefügt ist, wird nach Anlage 11 desselben Erlasses eingefügt.

Art. 47 - Artikel 13, 22 und 27 treten innerhalb einer Frist von achtzehn Monaten ab dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses in Kraft.

Art. 48 - Der Minister für Mobilität wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Juli 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Anlage I
 Anlage 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste
MUSTER DES BEFÄHIGUNGSNACHWEISES

GEMEINDE

BEFÄHIGUNGSNACHWEIS

Nr.

Die Unterzeichneten beschleunigen:

a) dass Frau/Herr am wohnhaft in
 folgende Dokumente vorgelegt hat:
 1° Personalausweis
 2° ordnungsgemäß für gültig erklärte Bescheinigung der ärztlichen Prüfung / Fähigkeitsbescheinigung
 3° Führerschein
 4° Dokument zur Bescheinigung des Rechts, Arbeit in Belgien zu leisten (nur für ausländische Staatsangehörige)
 5° einen weniger als drei Monate alten Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1 (oder jedes andere gleichwertige Dokument für die ausländischen Staatsbürger)
 6° Bescheinigung des erfolgreichen Abschlusses der Prüfung (nur für Gemeinden, in denen eine solche Prüfung organisiert wird)
 und dies gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom zur Ausführung des Dekrets vom 18. März 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste.

b) dass die unter a) erwähnte Person berechtigt ist, ihre berufliche Fähigkeit in einem Unternehmen gelten zu lassen, das einen Taxidienst auf dem Gebiet unserer Gemeinde betreibt.

Ausgestellt in, am

Stempel der Gemeindeverwaltung Der Bürgermeister

Der Gemeindesekretär

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Juli 2013 Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
P. HENRY
Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Anlage 2

Anlage 1/1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste

FAHRTENBLATT

(Identität des Betreibers)

Datum:**Name des Fahrers:****Fahrzeug**

Schildnummer:

Identifizierungsnummer:

Dienst

	Uhrzeiten für die Erbringung der Dienstleistungen	Kilometerstand	Zähler	Taxameter
Beginn		Ende		
Ende		Beginn		
Unterbrechungen		Insgesamt		
Insgesamt				

	Übernahme	Kilometerstand (Km insgesamt)	Km mit Fahrgast	Erhöhungsschritte (€)	Einnahmen
Ende					
Beginn					
Insgesamt					

Fahrten

Laufende Nummer	Grundgebühr	Einstieg			Ausstieg			Fahrpreis (Taxameter)	Erhaltene Beträge*
		Kilometerstand	Ort	Uhrzeit	Kilometerstand	Ort	Uhrzeit		
1									
2									
3									
4									
5									

Unterschrift des Fahrers:

* Abzüglich eines etwaigen Geschäftsrabatts.

FAHRTENBLATT (2. Teil)

(Identität des Betreibers)

Datum:**Name des Fahrers:****Fahrzeug**

Schildnummer:

Identifizierungsnummer:

Laufende Nummer	Grund- gebühr	Einstieg			Ausstieg			Fahrpreis (Taxameter)	Erhaltene Beträge [†]
		Kilometer- stand	Ort	Uhrzeit	Kilometer- stand	Ort	Uhrzeit		
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
...									

Unterschrift des Fahrers:

[†] Abzüglich eines etwaigen Geschäftsrabatts.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Juli 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
P. HENRY

Anlage 3

Anlage 6/1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste

FAHRTENBLATT

(Identität des Betreibers)

Datum:**Name des Fahrers:****Fahrzeug**

Schildnummer:

Identifizierungsnummer:

Dienst

		Uhrzeiten für die Erbringung der Dienstleistungen			Kilometerstand (Zähler)
Beginn				Beginn	
Ende				Ende	
Unterbrechungen				Insgesamt	
Insgesamt					

Fahrten

Laufende Nummer	Vertragsnummer	Grundgebühr	Einstieg			Ausstieg			Erhaltene Beträge
			Kilometerstand	Ort	Uhrzeit	Kilometerstand	Ort	Uhrzeit	
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									

Unterschrift des Fahrers:

FAHRTENBLATT (2. Teil)

(Identität des Betreibers)

Datum:**Name des Fahrers:****Fahrzeug**

Schildnummer:

Identifizierungsnummer:

Fahrten

Laufende Nummer	Vertragsnummer	Grundgebühr	Einstieg			Ausstieg			Erhaltene Beträge
			Kilometerstand	Ort	Uhrzeit	Kilometerstand	Ort	Uhrzeit	
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
...									

Unterschrift des Fahrers:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Juli 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
P. HENRY

Anlage 4

Anlage 8/1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste

PRIVATER GEBRAUCH

Schildnummer:

Identifizierungsnummer:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Juli 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
P. HENRY

Anlage 5

Anlage 9 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste

Bestellschein für einen Sammeltaxidienst

(STEMPEL DES BETREIBERS)

Datum der Reservierung:	Reservierungsnummer:
--------------------------------	-----------------------------

Betreiber:

Name: Frau/Herr/Firma

Anschrift: Wohnsitz/Firmensitz gelegen.....Nr.....

Postleitzahl:..... Ortschaft:.....

eingetragen bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen unter der Nummer.....

Betreiber eines Sammeltaxidienstes auf der Grundlage einer Genehmigung mit der Nummer die von den Dienststellen der Wallonischen Regierung am ausgestellt worden ist

Kunde:

Name: Frau/Herr/Firma

Anschrift: Wohnsitz/Firmensitz gelegen.....Nr.....

Postleitzahl:..... Ortschaft:.....

Tel.: Mobiltelefon:

Anzahl Fahrgäste: Erwachsene: Kind(er) unter 12 Jahren:

Dienst: Hinfahrt Rückfahrt Hin- und Rückfahrt

	Hinfahrt	Rückfahrt
Datum:		
Uhrzeit		
Abfahrtsort:		
Bestimmungsort:		
Vereinbarter Personenpreis:		

Unterschrift des Betreibers:

Unterschrift des Kunden
(spätestens zum Zeitpunkt der Übernahme):

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 11. Juli 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
P. HENRY

Anlage 6

Anlage 9/1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste

FAHRTENBLATT

(Identität des Betreibers)

Datum:**Name des Fahrers:****Fahrzeug**

Schildnummer:

Identifizierungsnummer:

Dienst

Uhrzeiten für die Erbringung der Dienstleistungen		Kilometerstand (Zähler)	
Beginn		Beginn	
Ende		Ende	
Unterbrechungen		Insgesamt	
Insgesamt			

Fahrten

Laufende Nummer	Bestell-schein-nummer	Grund-gebühr	Einstieg			Ausstieg			Erhaltene Beträge
			Kilometer-stand	Ort	Uhrzeit	Kilometer-stand	Ort	Uhrzeit	
1									
2									
3									
4									
5									
6									

Unterschrift des Fahrers:

FAHRTENBLATT (2. Teil)

(Identität des Betreibers)

Datum:**Name des Fahrers:****Fahrzeug**

Schildnummer:

Identifizierungsnummer:

Fahrten

Laufende Nummer	Vertragsnummer	Grundgebühr	Einstieg			Ausstieg			Erhaltene Beträge
			Kilometerstand	Ort	Uhrzeit	Kilometerstand	Ort	Uhrzeit	
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									

Unterschrift des Fahrers:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Juli 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
P. HENRY

Anlage 7

Anlage 12 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste

FAHRTENBLATT

(Bezeichnung der Einrichtung)

Datum:

Name des Fahrers:

Schildnummer des Fahrzeugs:

Aufträge								
Laufende Nummer	Grundgebühr	Einstieg			Ausstieg			Preis der Dienstleistung
		Kilometerstand	Ort	Uhrzeit	Kilometerstand	Ort	Uhrzeit	
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
...								

Unterschrift des Fahrers:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 11. Juli 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
P. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27146]

11 JULI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van voertuigen met chauffeur, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 8 februari 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 november 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 september 2012;

Gelet op advies nr. 52.157/4 van de Raad van State, gegeven op 29 oktober 2012;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur wordt aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt;

« 11° « Commissie » : afdeling van de « Commission consultative du Transport et de la Mobilité (Adviescommissie Vervoer en Mobiliteit) » bedoeld in artikel 33bis van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest en belast met het onderzoeken en uitbrengen van adviezen over elk specifiek probleem inzake de taxis ».

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. § 1. Om zijn zedelijkheid te bewijzen mag de uitbater in België of in het buitenland sinds minder dan vijf jaar geen veroordeling opgelopen hebben die in kracht van gewijsde is gegaan voor één van de overtredingen vermeld in Boek II, titel III, hoofdstukken I tot V en titel IX, hoofdstukken I en II van het Strafwetboek.

Wat betreft de veroordelingen uitgesproken door een buitenlandse rechtbank, zal rekening gehouden worden met elke veroordeling van toepassing op een feit dat, volgens de Belgische wetgeving, één van de overtredingen vormt waarop deze bepaling betrekking heeft.

Er wordt geen rekening met de uitgewiste veroordelingen, noch met die waarvoor betrokkene eerherstel heeft gekregen.

§ 2. De uitbater bewijst zijn betrouwbaarheid op grond van een uittreksel uit het strafregister, overeenkomstig artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering, dat van minder dan drie maanden dateert. ».

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Om zijn solvabiliteit te bewijzen moet de uitbater :

1° eigenaar zijn van de voertuigen die hij uitbaat of erover beschikken krachtens een overeenkomst verkoop op afbetaling, huurfinanciering of huurverkoop waarvan hij de maandelijks afbetalingen in acht neemt;

2° geen achterstand oplopen :

- van meer dan zes maanden wat betreft de betalingen van heffingen of belastingen i.v.m. de uitbating van zijn dienst;

inzake sociale bijdragen;

3° beschikken over een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid voor het bezoldigd personenvervoer ter dekking van de schade berokkend aan de vervoerde personen en aan derden bij het gebruik van het voertuig (de voertuigen) en zich houden aan de termijnen waarin de desbetreffende premies betaald moeten worden.

§ 2. De aanvrager bewijst zijn solvabiliteit,

- wat betreft de vereiste opgenomen in § 1, 1°, aan de hand van een aankoopfactuur of een attest van de kredietinstelling betreffende de gebruikte voertuigen;

- wat betreft de vereiste opgenomen in § 1, 2°, aan de hand van een attest van de bevoegde officiële instelling;

- wat betreft de vereiste opgenomen in § 1, 3°, aan de hand van een attest van de betrokken verzekeringsmaatschappij.

Als de aanvrager nog geen voertuig bezit, kan hij bewijzen dat hij voldoet aan de vereiste opgenomen in § 1, 1°, aan de hand van een verklaring op erewoord ter bevestiging van de toekomstige eigendom van de voertuigen en/of van de naleving van de betalingstermijnen.

Als de aanvrager voor het eerst een beroepsactiviteit uitoefent, kan hij bewijzen dat hij voldoet aan de vereiste opgenomen in § 1, 3°, aan de hand van een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de stortingen aan de sociale verzekeringskas voor zelfstandigen of aan het Rijksinstituut voor Sociale Zekerheid regelmatig uitgevoerd zullen worden. ».

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van persoon belast met het dagelijks beheer, » worden tussen de woorden « elke wijziging van woonplaats, » en « van exploitatie- of maatschappelijke zetel » ingevoegd »;

2° artikel 7 wordt aangevuld met volgend lid : « De gemeente brengt de diensten van de Regering op de hoogte daarvan binnen dertig dagen na de kennisgeving. ».

Art. 5. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. De voorwaarden van zedelijkheid zijn vervuld als een chauffeur geen zware strafrechtelijke veroordeling opgelopen heeft die in kracht van gewijsde is gegaan :

1° overtreding van Boek II, Titel III, hoofdstukken I tot V, Titel V, hoofdstukken 1 en 2, Titel VII, hoofdstuk 5, Titel VIII, hoofdstukken 1 en 2 en Titel VIII van het Strafwetboek;

2° overtredingen van het verkeersreglement in de derde of vierde graad;

3° overtreding wegens snelheidsoverschrijding;

4° besturen in staat van alcoholintoxicatie, onder invloed, in staat van dronkenschap of onder invloed van andere stoffen die de rijvaardigheid beïnvloeden in het kader van zijn beroepsactiviteit.

§ 2. De volgende straffen staan gelijk met een zware strafrechtelijke veroordeling die in kracht van gewijsde is gegaan in de zin van § 1, 1° :

- een hoofdgevangenisstraf van meer dan 6 maanden of een geldboete van meer dan 200 euro verhoogd met de opdecimen;

of

- drie hoofdgevangenisstraffen van meer dan 3 maanden of drie geldboetes van meer dan 100 euro verhoogd met de opdecimen.

Vormen een zware strafrechtelijke veroordeling die in kracht van gewijsde is gegaan in de zin van § 1, 2°, twee hoofdgevangenisstraffen van meer dan 4 maanden of twee geldboetes van meer dan 100 euro verhoogd met de opdecimen.

Vormt een zware strafrechtelijke veroordeling die in kracht van gewijsde is gegaan in de zin van § 1, 3°, een straf die geleid heeft tot de vervallenverklaring van het recht tot sturen.

Elke straf uitgesproken om één van die redenen is een zware strafrechtelijke veroordeling die in kracht van gewijsde is gegaan in de zin van § 1, 4°.

§ 3. Er wordt geen rekening gehouden met de uitgewiste veroordelingen of met die waarvoor betrokkene in eer en rechten is hersteld of waarvan de straf sinds meer dan vijf jaar is uitgevoerd voor een overtreding bedoeld in § 1, 1°, en sinds meer dan een jaar voor een overtreding bedoeld in § 1, 2°, 3° en 4° ».

Art. 6. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt punt 5° vervangen als volgt :

« 5° een uittreksel uit het strafregister afgegeven overeenkomstig artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering, dat van minder dan drie maanden dateert.

Behalve als ze sinds meer dan vijf jaar op wettelijke en ononderbroken wijze in België verblijven, moeten de buitenlandse staatsburgers bovendien een overeenkomend document overleggen dat van hun land van herkomst uitgaat of een aan dat document gelijkwaardig attest van hun ambassade of het bewijs dat ze over het statuut van vluchteling beschikken. ».

Art. 7. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste en het derde lid worden de woorden « (model 1) » vervangen door de woorden « (afgegeven overeenkomstig artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering) »;

2° in het derde lid worden de woorden « artikel 9, 2 ° » vervangen door de woorden « artikel 9, § 1 ».

Art. 8. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 9, 2 ° » vervangen door de woorden « artikel 9, § 1 ».

Art. 9. In artikel 16, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « sinds minstens drie jaar » geschrapt.

Art. 10. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. Wanneer de chauffeurs in dienst zijn, moeten ze in het bezit zijn van een dagelijks ritblad voorzien in bijlage 1/1 bij dit besluit of conform die bijlage en opgemaakt op papier van formaat A4 of A5.

Voordat de chauffeur aan zijn dienst begint, worden de volgende gegevens opgeschreven :

1° de identiteit van de uitbater, de naam van de chauffeur, de nummerplaat van het voertuig, het identificatienummer van de taxi en de datum van gebruik;

2° de kilometerstand op het dashboard en de taximeter in het begin van de dienst;

3° het uur waarop de dienst van de chauffeur begint en, voor de loontrekkende chauffeurs, het voorziene uur waarop de dienst eindigt.

De overige gegevens dienen te worden opgeschreven uiterlijk aan het einde van elke rit.

Het dagelijks ritblad wordt door de chauffeur ondertekend.

§ 2. Het voertuig kan uitgerust worden met een periferisch toestel waarmee een ritblad elektronisch opgemaakt kan worden. Het elektronisch opgemaakte ritblad vermeldt de vereiste gegevens in het model opgenomen in bijlage 1/1.

§ 3. De ritbladen worden gedurende drie jaar na de datum van gebruik op de maatschappelijke zetel van de uitbater bewaard en, hetzij per voertuig en per datum, hetzij per chauffeur en per datum gerangschikt.

Art. 11. In artikel 19, 1°, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de woorden « een uniform dragen » worden de woorden « dat uit een sobere kleding bestaat » toegevoegd;

2° de zin « Bij koud weer is het dragen van een effen pullover toegelaten » wordt vervangen door de zin « Bij koud weer is het dragen van een effen pullover en/of van een effen jack toegelaten. ».

Art. 12. In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt punt 7° vervangen als volgt :

« 7° klanten te ronselen of te laten ronselen; ».

Art. 13. In artikel 24 van hetzelfde besluit wordt § 2, vernietigd bij het arrest van de Raad van State nr. 211.590 van 28 februari 2011, vervangen als volgt :

« § 2. De leeftijdsgrens van een voor een taxidienst bestemd voertuig is vastgelegd op zeven jaar.

Na gunstig advies van de Commissie kan de Regering van het eerste lid afwijken als het voertuig aangepast wordt voor het vervoer van personen in een rolstoel.

De aanvraag tot afwijking, gedagtekend en ondertekend door de uitbater of door een persoon belast met het dagelijkse bestuur als het om een rechtspersoon gaat, wordt door elk nuttig middel aan de Regeringsdiensten gericht. »

Art. 14. In artikel 38 van hetzelfde besluit wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° een uittreksel uit het strafregister afgegeven overeenkomstig artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering, dat van minder dan drie maanden dateert en dat de zedelijkheid van de uitbater bevestigt, overeenkomstig artikel 3; ».

Art. 15. In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede streepje worden de woorden « , en de algemene kenmerken ervan » geschrapt;

2° in § 1 worden de vier streepjes respectievelijk vervangen door de punten « 1° », « 2° », « 3° », « 4° »;

3° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Er wordt een attest per vergund voertuig opgemaakt en bij het vergunningsdocument gevoegd. Het vermeldt ondermeer :

1° de vergunningsbeslissing van het college waarop het betrekking heeft;

2° de algemene kenmerken van het vergunde voertuig, met name het inschrijvingsnummer en het overeenstemmende identificatienummer. ».

Art. 16. In artikel 44, § 1, van hetzelfde besluit wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° een uittreksel uit het strafregister afgegeven overeenkomstig artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering, dat van minder dan drie maanden dateert en dat de zedelijkheid van de uitbater bevestigt; ».

Art. 17. In artikel 60 van hetzelfde besluit worden de woorden « de maand » vervangen door de woorden « dertig dagen ».

Art. 18. In artikel 65 worden de woorden « van persoon belast met het dagelijks beheer, » ingevoegd tussen de woorden « elke wijziging van woonplaats, » en « van exploitatie- of maatschappelijke zetel, ».

Art. 19. In artikel 68 van hetzelfde besluit worden de woorden « (model 1) » vervangen door de woorden « (afgegeven overeenkomstig artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering) ».

Art. 20. Artikel 71 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 71. § 1. Overeenkomstig artikel 19, § 1, 5°, van het decreet moeten de chauffeurs in het bezit zijn van een dagelijks ritblad voorzien in bijlage 6/1 bij dit besluit of conform die bijlage en opgemaakt op papier van formaat A4 of A5.

Voordat de chauffeur aan zijn dienst begint, worden de volgende gegevens opgeschreven :

1° de identiteit van de uitbater, de naam van de chauffeur, de nummerplaat van het voertuig, het identificatienummer van het voertuig en de datum van gebruik;

2° de kilometerstand op het dashboard in het begin van de dienst;

3° het uur waarop de dienst van de chauffeur begint en, voor de loontrekkende chauffeurs, het voorziene uur waarop de dienst eindigt.

De overige gegevens dienen te worden opgeschreven uiterlijk aan het einde van elke rit.

Het dagelijks ritblad wordt door de chauffeur ondertekend.

§ 2. Het voertuig kan uitgerust worden met een periferisch toestel waarmee een ritblad elektronisch opgemaakt kan worden. Het elektronisch opgemaakte ritblad vermeldt de gegevens vereist in het model opgenomen in bijlage 6/1.

§ 3. De ritbladen worden gedurende drie jaar na de datum van gebruik op de maatschappelijke zetel van de uitbater bewaard en, hetzij per voertuig en per datum, hetzij per chauffeur en per datum gerangschikt. ».

Art. 21. In artikel 72 van hetzelfde besluit worden de woorden « of aan het einde van een ononderbroken reeks overeenkomsten » ingevoegd tussen de woorden « Na uitvoering van elke huurovereenkomst » en « moeten de chauffeurs het voertuig ».

Art. 22. In artikel 73 van hetzelfde besluit wordt § 2, vernietigd bij het arrest van de Raad van State nr. 211.590 van 28 februari 2011, vervangen als volgt :

« § 2. De leeftijdsgrens van een voertuig dat bestemd is voor een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur is vastgelegd op zeven jaar.

In afwijking van het eerste lid, kan de Regering, op gemotiveerd verzoek van de uitbater en na gunstig advies van de Commissie, van het eerste lid afwijken als het voertuig :

1° een bijzonder technisch karakter vertoont, zoals die met radstand buiten normen of met het aspect van oude voertuigen;

2° geschikt is voor het vervoer van personen in een rolstoel.

De aanvraag tot afwijking, gedagtekend en ondertekend door de uitbater of door een persoon belast met het dagelijkse bestuur als het om een rechtspersoon gaat, wordt door elk nuttig middel aan de Regeringsdiensten gericht. ».

Art. 23. Artikel 87 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« In afwijking van het eerste lid mogen de voertuigen bestemd voor een verhuurdienst van voertuigen met chauffeur in het kader van privégebruik geparkeerd worden op de openbare weg of op een privéweg die voor het publiek toegankelijk is voor zover de rechter voorzijde ervan voorzien is van een bord met de melding « privégebruik » conform het model opgenomen in bijlage 8/1 bij dit besluit. ».

Art. 24. In artikel 93 van hetzelfde besluit worden de woorden « van persoon belast met het dagelijks beheer, » ingevoegd tussen de woorden « elke wijziging van woonplaats, » en « van exploitatie- of maatschappelijke zetel, ».

Art. 25. Artikel 96 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 96. § 1. Overeenkomstig artikel 31, § 1, 3°, van het decreet moeten de chauffeurs in het bezit zijn van een dagelijks ritblad voorzien in bijlage 9/1 bij dit besluit of conform die bijlage en opgemaakt op papier van formaat A4 of A5.

Voordat de chauffeur aan zijn dienst begint, worden de volgende gegevens opgeschreven :

1° de identiteit van de uitbater, de naam van de chauffeur, de nummerplaat van het voertuig, het identificatienummer van het voertuig en de datum van gebruik;

2° de kilometerstand op het dashboard in het begin van de dienst;

3° het uur waarop de dienst van de chauffeur begint en, voor de loontrekkende chauffeurs, het voorziene uur waarop de dienst eindigt.

De overige gegevens dienen te worden opgeschreven uiterlijk aan het einde van elke rit.

Het dagelijks ritblad wordt door de chauffeur ondertekend.

§ 2. Het voertuig kan uitgerust worden met een periferisch toestel waarmee een ritblad elektronisch opgemaakt kan worden. Het elektronisch opgemaakte ritblad vermeldt de gegevens vereist in het model opgenomen in bijlage 9/1.

§ 3. De ritbladen worden gedurende drie jaar na de datum van gebruik op de maatschappelijke zetel van de uitbater bewaard en, hetzij per voertuig en per datum, hetzij per chauffeur en per datum gerangschikt. ».

Art. 26. In artikel 99 van hetzelfde besluit worden de woorden « of aan het einde van een ononderbroken reeks collectieve ritten » ingevoegd tussen de woorden « Na elke collectieve rit » en « moeten de chauffeurs het voertuig ».

Art. 27. In artikel 102 van hetzelfde besluit wordt § 2, nietig verklaard bij het arrest van de Raad van State nr. 211.590 van 28 februari 2011, vervangen als volgt :

« § 2. De leeftijdsgrens van een voor een collectieve taxidienst bestemd voertuig is vastgelegd op zeven jaar.

Na gunstig advies van de Commissie kan de Regering van het eerste lid afwijken als het voertuig aangepast wordt voor het vervoer personen in een rolstoel.

De aanvraag tot afwijking, gedagtekend en ondertekend door de uitbater of door een persoon belast met het dagelijkse bestuur als het om een rechtspersoon gaat, wordt door elk nuttig middel aan de Regeringsdiensten gericht. »

Art. 28. Artikel 116 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« In afwijking van het eerste lid mogen de voertuigen bestemd voor een collectieve taxidienst in het kader van privégebruik geparkeerd worden op de openbare weg of op een privéweg die voor het publiek toegankelijk is voor zover de rechter voorziede ervan voorzien is van een bord met de melding « privégebruik » conform het model opgenomen in bijlage 8/1 bij dit besluit. ».

Art. 29. In artikel 125 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste en het derde lid worden de woorden « (model 1) » vervangen door de woorden « (afgegeven overeenkomstig artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering) »;

2° in het eerste lid worden de woorden « artikel 9, 3° » vervangen door de woorden « artikel 11, 5°, »;

3° in het derde lid van de Franse versie wordt het woord « leur » geschrapt.

Art. 30. In artikel 126, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « inzake leeftijd en rijervaring » geschrapt.

Art. 31. Artikel 129 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 129. § 1. De chauffeurs moeten in het bezit zijn van een dagelijks ritblad waarop o.a. de gegevens bedoeld in het model dat in bijlage 12 bij dit besluit opgenomen is, in onuitwisbare inkt vermeld staan :

Het dagelijks ritblad wordt door de chauffeur ondertekend.

§ 2. Het voertuig kan uitgerust worden met een periferisch toestel waarmee een ritblad elektronisch opgemaakt kan worden. Het elektronisch opgemaakte ritblad vermeldt de gegevens vereist in het model opgenomen in bijlage 12.

§ 3. De ritbladen worden gedurende drie jaar na de datum van gebruik op de zetel van de instelling bewaard en, hetzij per voertuig en per datum, hetzij per chauffeur en per datum gerangschikt. ».

Art. 32. In artikel 131, tweede streepje, van hetzelfde besluit worden de woorden « (model 1) » vervangen door de woorden « (afgegeven overeenkomstig artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering) ».

Art. 33. In artikel 132 van hetzelfde besluit wordt de nummering 4° en 5° respectievelijk vervangen door de nummering 3° en 4°.

Art. 34. In artikel 138, § 2, van hetzelfde besluit wordt punt 2° aangevuld met de woorden « op basis van deze regelgeving ».

Art. 35. In artikel 139, § 1, van hetzelfde besluit wordt de nummering « 132, § 1, 2° tot 5° » vervangen door de nummering « 138, § 1, 2° tot 5° ».

Art. 36. Artikel 141 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 141. De krachtens artikel 139 bestrafte overtredingen worden door een politieagent of -ambtenaar of een inspecteur van de Regeringsdiensten geconstateerd in een proces-verbaal waarvan een afschrift aan de overtreder overgemaakt wordt binnen vijftien dagen ».

Art. 37. In artikel 142, § 3, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « kalender » geschrapt.

Art. 38. In artikel 143, § 4, van hetzelfde besluit worden de woorden « de maand » vervangen door de woorden « dertig dagen ».

Art. 39. Artikel 147 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« In afwijking van het eerste lid, mogen de uitbaters die voor 8 september 2009 een gepersonaliseerde plaat hebben aangeschaft in het kader van de uitbating van een verhuurdienst van voertuigen met chauffeur die plaat behouden zolang ze geldig is ».

Art. 40. Bijlage I bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage I bij dit besluit.

Art. 41. Tussen de bijlagen 1 en 2 bij hetzelfde besluit wordt een bijlage 1/1 ingevoegd die als bijlage 2 bij dit besluit gaat.

Art. 42. Tussen de bijlagen 6 en 7 bij hetzelfde besluit wordt een bijlage 6/1 ingevoegd die als bijlage 3 bij dit besluit gaat.

Art. 43. Tussen de bijlagen 8 en 9 bij hetzelfde besluit wordt een bijlage 8/1 ingevoegd die als bijlage 4 bij dit besluit gaat.

Art. 44. Bijlage 9 bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 5 bij dit besluit.

Art. 45. Tussen de bijlagen 9 en 10 bij hetzelfde besluit wordt een bijlage 9/1 ingevoegd die als bijlage 6 bij dit besluit gaat.

Art. 46. Na bijlage 11 bij hetzelfde besluit wordt een bijlage 12 ingevoegd die als bijlage 7 bij dit besluit gaat.

Art. 47. De artikelen 13, 22 en 27 treden in werking binnen een termijn van achttien maanden die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 48. De Minister van Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 1
 Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur;

MODEL VAN BEKWAAMHEIDSCERTIFICAAT

GEMEENTE :

BEKWAAMHEIDSCERTIFICAAT

Nr.

Wij, ondergetekenden, bevestigen:

- a) dat Mevr./M., woonachtig te
 geboren te op de volgende documenten heeft overgelegd :
 1° identiteitskaart
 2° behoorlijk gevalideerd bewijs van medische schifting / geschiktheidsattest
 3° rijbewijs
 4° document ter bevestiging van het recht om arbeidsprestaties in België te verrichten (enkel voor buitenlandse staatsburgers)
 5° een uittreksel uit het strafregister (model 1) overleggen dat hoogstens drie maanden oud is (of, voor buitenlandse staatsburgers, elk ander gelijkwaardig document)
 6° een getuigschrift waaruit blijkt dat de kandidaat geslaagd is voor het examen (enkel voor de gemeenten die er organiseren)
 overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur.
- b) d) dat de in punt a) bedoelde persoon bevoegd is om zijn vakbekwaamheid te laten gelden in een bedrijf voor de uitbating van een taxidienst op het grondgebied van onze gemeente.

Afgeleverd te, op

Stempel van het gemeentebestuur

De Burgemeester

De Gemeentesecretaris

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,
 R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
 Ph. HENRY

Bijlage 2

Bijlage 1/1 bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur

RITBLAD

(Identiteit van de uitbater)

Datum :

Naam van de chauffeur :

Voertuig

Nummerplaat:	identificationnummer :
--------------	------------------------

Dienst

Uren van de prestaties		Kilomet erstand	Dashboard	Taximeter
Aanvang		Einde		
Einde		Aanvang		
Onderbrekingen		Totaal		
Totaal				

	Instappeld	Kilometerstand (Totaal km)	Km vervoer	Aanslagen (€)	Ontvangsten
Einde					
Begin					
Totaal					

Ritten

Nr. Volg- orde	Index vertrek	Instappen			Uitstappen			Prijs taximeter	Ontvangen sommen ¹
		Index	Plaats		Index	Plaats	Uur		
1									
2									
3									
4									
5									

Handtekening van de chauffeur :

RITBLAD (vervolg)

(Identiteit van de uitbater)

Datum :**Naam van de chauffeur :****Voertuig**

nr. inschrijvingsplaat :

identificatienummer :

Nr. Volg- orde	Index vertrek	Instappen			Uitstappen			Prijs taximeter	Ontvangen sommen *
		Index	Plaats	Uur	Index	Plaats	Uur		
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
...									

Handtekening van de chauffeur :

* Na aftrek van een eventuele commerciële korting.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 3

Bijlage 6/1 bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur

RITBLAD

(Identiteit van de uitbater)

Datum :

Naam van de chauffeur :

Voertuig

Nr. inschrijvingsplaat :

identificatienummer :

Dienst

Uren van de prestaties		Index km dashboard	
Begin		Begin	
Einde		Einde	
Onderbrekingen		Totaal	
Totaal			

Ritten

Nr. volg orde	Nr. overeen komst	Index vertrek	Instappen			Uitstappen			Ontvangen sommen
			Index	Plaats	Uur	Index	Plaats	Uur	
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									

Handtekening van de chauffeur :

RITBLAD (vervolg)

(Identiteit van de uitbater)

Datum :**Naam van de chauffeur :****Voertuig**

Nr. inschrijvingsplaat :

identificatienummer :

Ritten

Nr. volgorder	Nr. overeenkomst	Index vertrek	Instappen			Uitstappen			Ontvangen sommen
			Index	Plaats	Uur	Index	Plaats	Uur	
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
...									

Handtekening van de chauffeur :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 4

Bijlage 4 bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur

USAGE PRIVÉ

N° d'immatriculation :

N° d'identification :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 5

Bijlage 5 bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur

Bestelbon voor een collectieve taxidienst

(STEMPEL VAN DE UITBATER)

Reserveringsdatum :	Reserveringsnummer :
----------------------------	-----------------------------

Uitbater:

Naam : Mevr. / M. /Vennootschap

Adres : woonplaats/maatschappelijke zetel gevestigd te

.....nr.....

postcode :..... plaats :.....

ingeschreven bij de kruispuntbank van ondernemingen onder het nummer.....

baat een collectieve taxidienst uit krachtens een vergunning met nr. afgegeven door de diensten van de Waalse Regering op

Klant :

Naam : Mevr. / M. /Vennootschap

Adres : woonplaats/maatschappelijke zetel gevestigd te

.....nr.....

postcode :..... plaats :.....

Tel. :..... GSM :.....

Aantal passagiers : volwassene : kind(eren) – 12 ans :.....

Dienst : Heenrit Terugrit Heen/Terug

	Heenrit	Terugrit
Datum :		
Uur		
Vertrekplaats :		
Bestemming :		
Prijs overeengekomen per persoon :		

Handtekening van de uitbater :

Handtekening van de klant
(uiterlijk op het moment van de opneming) :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

RITBLAD (vervolg)

(Identiteit van de uitbater)

Datum :**Naam van de chauffeur :****Voertuig**

Nr. inschrijvingsplaat :

identificatienummer :

Ritten

Nr. volg orde	Nr. overeenkomst	Index vertrek	Instappen			Uitstappen			Ontvangen sommen
			Index	Plaats	Uur	Index	Plaats	Uur	
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									

Handtekening van de chauffeur :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 7

Bijlage 12 bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur

RITBLAD

(Identiteit van het orgaan)

Datum :

Naam van de chauffeur :

Nr. inschrijvingsplaat van het voertuig :

Opdrachten								
Nr. volgorde	Index vertrek	Instappen			Uitstappen			Prijs van de dienst
		Index	Plaats	Uur	Index	Plaats	Uur	
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
...								

Handtekening van de chauffeur :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY